

LC

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.048/2
DU 28 AVRIL 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 30 mars 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 12 janvier 2010 modifiant le Code des sociétés et prévoyant les modalités de la société privée à responsabilité limitée *Starter*, modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du code des sociétés et l'arrêté royal du 22 juin 2009 portant sur les modalités d'inscription des entreprises non-commerciales de droit privé dans la Banque-Carrefour des Entreprises", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Examen du projet

Intitulé

Contrairement à ce que suggère l'intitulé du projet, celui-ci vise à exécuter, non pas la loi du 12 janvier 2010 modifiant le Code des sociétés et prévoyant des modalités de la société privée à responsabilité limitée "Starter", mais bien l'article 215, alinéa 2, du Code des sociétés, inséré par l'article 7 de la loi précitée. L'article 215, alinéa 2, du Code des sociétés habilite le Roi à fixer les critères essentiels du plan financier que doit rédiger le fondateur d'une société privée à responsabilité limitée starter préalablement à la constitution de celle-ci.

L'intitulé du projet gagnerait en clarté s'il était rédigé comme suit :

"Arrêté royal fixant les critères essentiels du plan financier de la société privée à responsabilité limitée starter et modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés et l'arrêté royal du 22 juin 2009 portant sur les modalités d'inscription des entreprises non-commerciales de droit privé dans la Banque-Carrefour des Entreprises".

Préambule

Alinéa 1^{er}

Ainsi qu'en a convenu la déléguée du Ministre, les dispositions du Code des sociétés qui servent de fondement juridique à l'arrêté en projet sont l'article 67 (qui sert de fondement à l'article 1^{er} du projet) et l'article 215, alinéa 2 (qui sert de fondement à l'article 2 du projet). La mention des articles 68 et 69 du Code des sociétés, figurant à l'alinéa 1^{er} du préambule, est inutile et sera omise.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera rédigé comme suit :

"Vu le Code des sociétés, l'article 67, § 3, alinéa 2, modifié par la loi du 27 décembre 2004, et l'article 215, alinéa 2, inséré par la loi du 12 janvier 2010" ¹.

Alinéa 2

Il conviendra de citer la loi mentionnée à l'alinéa 2 du préambule avec son intitulé exact, c'est-à-dire :

"loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions".

En outre, au lieu d'écrire "l'article 4, modifié par la loi du 20 mars 2009", il convient d'écrire, "l'article 4, § 3, remplacé par la loi du 20 mars 2009".

⁽¹⁾ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandation n/ 27.

Alinéa 3 nouveau (à insérer)

L'article 4, 1/, du projet, trouve son fondement légal dans l'article 16 de la loi du 12 janvier 2010 précitée. Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il convient de mentionner cette base légale dans un alinéa 3 nouveau (à insérer).

Alinéas 4 et 5 nouveaux (à insérer)

Il convient de mentionner, dans des alinéas 4 et 5 nouveaux (à insérer), respectivement l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés et l'arrêté royal du 22 juin 2009 portant sur les modalités d'inscription des entreprises non-commerciales de droit privé dans la Banque-Carrefour des Entreprises, qui sont tous deux modifiés par le texte en projet.

Alinéa 4 (devenant alinéa 7)

À l'alinéa 4 (devenant alinéa 7), l'avis du Conseil d'État sera cité comme suit :

"Vu l'avis 48.048/2 du Conseil d'État, donné le 28 avril 2010, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;" ².

⁽²⁾ *Ibidem*, recommandation n/ 36.1 et formule F 3-5-2.

Dispositif

Article 1^{er}

L'article 1^{er} sera rédigé comme suit :

"Dans l'article 9, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, le 6/, remplacé par l'arrêté royal du 23 juin 2003 et modifié par l'arrêté royal du 5 avril 2006, est abrogé".

Article 2

Dans la phrase liminaire de l'article 2, il n'y a pas lieu de répéter la dénomination complète de l'arrêté royal modifié, mais d'écrire simplement ³ :

"Dans le même arrêté, ... (la suite comme au projet)".

Intitulé du livre Vbis en projet

Ainsi qu'il ressort de l'article 219bis, en projet, le livre Vbis en projet se rapporte exclusivement au plan financier qui doit être rédigé par la société privée à responsabilité limitée starter conformément à l'article 215, alinéa 2, du Code des sociétés, et non au plan financier que doit établir une société privée à responsabilité limitée "ordinaire" en vertu de l'article 215, alinéa 1^{er}, du même Code. Cette précision devrait apparaître dans l'intitulé du livre Vbis, en projet.

De plus, pour respecter la terminologie de l'article 215, alinéa 2, du Code des sociétés, mieux vaut remplacer les mots "Caractéristiques essentielles" par les mots "Critères essentiels".

⁽³⁾ *Ibidem*, recommandation n/ 112 et formule F 4-2-2-2.

L'intitulé du livre *Vbis*, en projet, pourrait dès lors être le suivant :

"Critères essentiels du plan financier visé à l'article 215, alinéa 2, du Code des Sociétés".

Article 219septies, en projet

Si la présentation actuelle de l'article 219septies, en projet, est maintenue (phrase liminaire suivie d'une énumération), l'énumération devra se faire, non en paragraphes 1^{er}, 2, 3, etc. avec une subdivision en 1/, 2/, 3/, etc., mais en 1/, 2/, 3/, etc. avec une subdivision en a), b), c) etc. ⁴.

Par ailleurs, les références aux subdivisions de l'article, contenues dans celui-ci, devront être adaptées en conséquence.

Article 4

1. Afin de respecter le principe de la sécurité juridique, la date d'entrée en vigueur de la loi et de l'arrêté concernés sera fixée de manière à éviter de donner à ceux-ci un effet rétroactif.

Il conviendra également de respecter le délai de dix jours prévu aux articles 4 et 6 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, sauf raison particulière qu'il conviendrait alors de justifier dans le rapport au Roi.

2. Au point 1/ de la version française, l'intitulé de la loi du 12 janvier 2010 précitée sera reproduit de manière correcte, en écrivant "et prévoyant des modalités" (et non : "et prévoyant les modalités").

⁽⁴⁾ *Ibidem*, recommandation n/ 58.

Article 5

Le projet est proposé, notamment, par le "Ministre pour l'Entreprise et la Simplification administrative", tandis que son exécution est confiée, entre autres, au "ministre qui a l'Économie dans ses attributions".

Les auteurs du projet sont invités à s'assurer que cette dernière expression désigne de manière adéquate la compétence au titre de laquelle agira le ministre ainsi chargé de l'exécution du projet.

Observations finales

Dans la version française du texte, la rédaction des articles 219*bis* à 219*septies*, en projet, devra être soigneusement revue. Ainsi :

- certains mots qui figurent dans le texte néerlandais ne figurent pas dans le texte français (par exemple, le mot "evenwel" figurant à l'article 219*quinquies*, troisième phrase, en projet; le mot "minstens" figurant dans la phrase liminaire de l'article 219*septies*, § 3, en projet; le mot "geboekte", figurant dans l'article 219*septies*, § 3, 3/, en projet; le mot "overeenkomstig", figurant dans l'article 219*septies*, § 4, dernière phrase, en projet);
- la terminologie utilisée dans le livre V*bis* en projet devra être alignée sur celle utilisée dans les autres dispositions de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 précité, dans lequel ce livre V*bis* est appelé à s'insérer; par exemple, à l'article 219*septies*, § 3, 2/, en projet, au lieu d'écrire " (...) des prévisions de risques et coûts réalisés (...)", il y a lieu d'écrire "(...) des provisions pour risques et charges comptabilisées (...)" (voir les articles 50 et suivants de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 précité).

De manière générale, la rédaction du texte français devra être améliorée (par exemple, à l'article 219*bis*, en projet, au lieu d'écrire "Ce livre", on écrira "Le présent livre"; à l'article 219*septies*, § 2, première phrase, en projet, les mots "il faut utiliser le schéma repris à l'article 88" seront remplacés par les mots "le schéma mentionné à l'article 88 sera utilisé").

Le texte néerlandais du projet devrait également être revu. À titre d'exemple, les dénominations de la plupart des éléments énumérés à l'article 219*quater*, en projet, sont des traductions littérales du français. Il faudrait écrire : "de benaming van de vennootschap, de rechtsvorm van de vennootschap, de zetel van de vennootschap, de naam van de oprichters van de vennootschap, het geplaatste en het volstorte kapitaal en het doel van de vennootschap."

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	V. VANNES,	assesseur de la section de législation,
Monsieur	G. DELANNAY,	greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

G. DELANNAY

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.048/2
VAN 28 APRIL 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 30 maart 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 12 januari 2010 tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en tot vaststelling van de modaliteiten van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Starter, tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het wetboek van vennootschappen en van het koninklijk besluit van 22 juni 2009 houdende de nadere regels voor het inschrijven van niet-handelsondernemingen naar privaatsrecht in de Kruispuntbank van Ondernemingen", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

In tegenstelling tot de indruk die gewekt wordt door het opschrift van het ontwerp, strekt dit er niet toe de wet van 12 januari 2010 tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en tot vaststelling van de modaliteiten van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Starter" uit te voeren, maar wel artikel 215, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen, ingevoegd bij artikel 7 van de voornoemde wet. Artikel 215, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen machtigt de Koning om de essentiële criteria vast te stellen van het financiële plan dat de oprichter van een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Starter" moet opstellen voordat die vennootschap wordt opgericht.

Het zou duidelijker zijn indien het opschrift van het ontwerp gesteld zou worden als volgt :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de essentiële criteria van het financiële plan van de besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid Starter tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen en van het koninklijk besluit van 22 juni 2009 houdende de nadere regels voor het inschrijven van niet-handelsondernemingen naar privaat recht in de Kruispuntbank van Ondernemingen".

Aanhef

Eerste lid

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, zijn de bepalingen van het Wetboek van Vennootschappen die de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit, artikel 67 (dat de rechtsgrond is van artikel 1 van het ontwerp) en artikel 215, tweede lid (dat de rechtsgrond is van artikel 2 van het ontwerp). De vermelding van de artikelen 68 en 69 van het Wetboek van Vennootschappen in het eerste lid van de aanhef heeft geen zin en moet vervallen.

Het eerste lid van de aanhef moet als volgt worden gesteld :

"Gelet op het Wetboek van Vennootschappen, artikel 67, § 3, tweede lid, gewijzigd bij de wet van 27 december 2004, en artikel 215, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 12 januari 2010" ¹.

Tweede lid

De wet genoemd in het tweede lid van de aanhef moet met het juiste opschrift worden vermeld, namelijk :

"wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen".

Bovendien schrijve men, in plaats van "artikel 4, gewijzigd bij de wet van 20 maart 2009", "artikel 4, § 3, vervangen bij de wet van 20 maart 2009".

⁽¹⁾ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 27.

Nieuw derde lid (in te voegen)

Artikel 4, 1/, van het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond aan artikel 16 van de voornoemde wet van 12 januari 2010. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat die rechtsgrond vermeld moet worden in een nieuw derde lid (in te voegen).

Nieuw vierde en vijfde lid (in te voegen)

In een nieuw vierde en vijfde lid (in te voegen) moet respectievelijk melding worden gemaakt van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen en van het koninklijk besluit van 22 juni 2009 houdende de nadere regels voor het inschrijven van niet-handelsondernemingen naar privaat recht in de Kruispuntbank van Ondernemingen.

Vierde lid (dat het zevende lid wordt)

In het vierde lid (dat het zevende lid wordt) moet het advies van de Raad van State als volgt worden vermeld :

"Gelet op advies 48.048/2 van de Raad van State, gegeven op 28 april 2010, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;" ².

⁽²⁾ *Ibidem*, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2

Dispositief

Artikel 1

Artikel 1 moet gesteld worden als volgt :

"In artikel 9, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van Vennootschappen wordt onderdeel 6/, vervangen bij het koninklijk besluit van 23 juni 2003 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 5 april 2006, opgeheven".

Artikel 2

Er is geen reden om in de inleidende zin van artikel 2 de volledige benaming van het gewijzigde koninklijk besluit te herhalen. Men schrijve gewoon ³ :

"In hetzelfde besluit wordt een boek *Vbis* ingevoegd, dat ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Opschrift van het ontworpen Boek *Vbis*

Zoals uit het ontworpen artikel 219*bis* blijkt, heeft het ontworpen boek *Vbis* alleen betrekking op het financiële plan dat opgemaakt dient te worden door een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid starter conform artikel 215, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen, en niet op het financiële plan dat opgemaakt dient te worden door een "gewone" besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid krachtens artikel 215, eerste lid, van hetzelfde Wetboek. Deze precisering zou moeten worden opgenomen in het opschrift van het ontworpen boek *Vbis*.

⁽³⁾ *Ibidem*, aanbeveling 112 en formule F 4-2-2-2.

Om de terminologie van artikel 215, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen aan te houden zou het bovendien beter zijn om de woorden "Essentiële kenmerken" te vervangen door de woorden "Essentiële criteria".

Het opschrift van het ontworpen boek *Vbis* zou bijgevolg aldus kunnen luiden :

"Essentiële criteria van het financiële plan bedoeld in artikel 215, tweede lid, van het Wetboek van Vennootschappen".

Ontworpen artikel 219septies

Als de huidige presentatie van het ontworpen artikel 219septies behouden wordt (inleidende zin gevolgd door een opsomming), behoort de opsomming niet te worden aangegeven met paragrafen 1, 2, 3, enz. met een onderverdeling in 1/, 2/, 3/, enz. maar met 1/, 2/, 3/, enz. en een onderverdeling in a), b), c), enz.⁴.

Voorts zullen de verwijzingen naar de onderverdelingen van het artikel die daarin vervat zijn, dienovereenkomstig aangepast moeten worden.

Artikel 4

1. Met het oog op de naleving van het beginsel van de rechtszekerheid dient de datum van inwerkingtreding van de wet en het besluit in kwestie aldus te worden bepaald dat voorkomen wordt dat ze terugwerkende kracht krijgen.

Voorts dient men zich te houden aan de termijn van tien dagen bepaald in de artikelen 4 en 6 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, tenzij er een bijzondere reden bestaat om daarvan af te wijken, die dan in het verslag aan de Koning aangevoerd zou moeten worden.

⁽⁴⁾ *Ibidem*, aanbeveling 58.

2. In punt 1/ van de Franse tekst dient het opschrift van de voormelde wet van 12 januari 2010 correct te worden vermeld door te schrijven "et prévoyant des modalités" (in plaats van "et prévoyant les modalités").

Artikel 5

Het ontwerp wordt onder meer voorgedragen door de "Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen", terwijl onder meer de "minister bevoegd voor Economie" belast wordt met de uitvoering ervan.

De stellers van het ontwerp worden verzocht na te gaan of de laatstgenoemde uitdrukking op passende manier verwijst naar de bevoegdheid uit hoofde waarvan de minister die aldus met de uitvoering van het ontwerp belast wordt, zal handelen.

Slotopmerkingen

In de Franse tekst van het ontwerp dient de redactie van de ontworpen artikelen 219*bis* tot 219*septies* zorgvuldig te worden herzien. Zo :

- hebben bepaalde woorden die in de Nederlandse tekst voorkomen geen equivalent in de Franse tekst (bijvoorbeeld het woord "evenwel" in het ontworpen artikel 219*quinqies*, derde zin; het woord "minstens" in de inleidende zin van het ontworpen artikel 219*septies*, § 3; het woord "geboekte" in het ontworpen artikel 219*septies*, § 3, 3/; het woord "overeenkomstig" in het ontworpen artikel 219*septies*, § 4, laatste zin).
- zal de terminologie die gebezigd wordt in het ontworpen boek *Vbis* afgestemd moeten worden op die welke gebruikt wordt in de overige bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 30 januari 2001, waarin dat boek *Vbis* wordt ingevoegd; bijvoorbeeld dienen in het ontworpen artikel 219*septies*, § 3, 2/, de woorden "des prévisions de risques et coûts réalisés" te worden vervangen door de woorden "des prévisions pour risques et charges comptabilisées" (zie de artikelen 50 en volgende van het voormelde koninklijk besluit van 30 januari 2001).

Algemeen gesproken dient de redactie van de Franse tekst te worden verbeterd (bijvoorbeeld dienen in het ontworpen artikel 219*bis* de woorden "Ce livre" te worden vervangen door de woorden "Le présent livre"; in het ontworpen artikel 219*septies*, § 2, eerste zin, schrijve men in plaats van "il faut utiliser le schéma repris à l'article 88", "le schéma mentionné à l'article 88 sera utilisé".

Ook de Nederlandse tekst van het ontwerp zou herzien moeten worden. Zo bijvoorbeeld zijn de benamingen van de meeste elementen opgesomd in het ontworpen artikel 219*quater* letterlijk uit het Frans vertaald. Er zou geschreven moeten worden: "de benaming van de vennootschap, de rechtsvorm van de vennootschap, de zetel van de vennootschap, de naam van de oprichters van de vennootschap, het geplaatste en het volstorte kapitaal en het doel van de vennootschap."

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	V. VANNES,	assessor van de afdeling Wetgeving,
de Heer	G. DELANNAY,	toegevoegd griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

G. DELANNAY

Y. KREINS